



#248 Bulletin du 29 mai 2019

cgēt

Focus sur la **transition écologique**



► **Villes moyennes et transition écologique.** **Des actions locales, une attente de cadre national.** **CGET - Anaïs Lefranc-Morin.**

En détail synthèse, mai 2019. 28 p.

En juillet 2018, le rapport sur la cohésion des territoires, élaboré par le Commissariat général à l'égalité des territoires en partenariat avec les associations d'élus, faisait le constat que la transition écologique constituait l'un des six facteurs de cohésion des territoires.

En effet, la transition écologique est un enjeu crucial pour le devenir des territoires français.

Qu'en est-il des villes moyennes, une décennie après l'émergence de ces textes fondateurs ? Compte tenu de leur présence sur l'ensemble du territoire français et de leur rôle de trait d'union entre urbain et rural, les villes moyennes, qui rassemblent environ 23 % de la population française (soit plus de 15 millions d'habitants en 2013), sont des acteurs essentiels de la transition écologique. Afin de mieux cerner l'engagement de ces dernières dans la transition écologique, le CGET a lancé une enquête en février 2019, en partenariat avec Villes de France et le Commissariat général au développement durable auprès de 278 communes et 257 intercommunalités. Cette enquête avait pour objectif d'identifier les stratégies et les actions menées par les villes moyennes en matière de transition écologique, de caractériser leurs atouts et de mesurer les difficultés qu'elles pouvaient rencontrer. Ce nouveau numéro de la collection "*En détail synthèse*" nous en livre les premiers résultats et les principaux enseignements.

- **Sélection bibliographique sur la nature en ville à l'heure de la transition écologique** -

► **Du développement durable à la transition : des démarches d'anticipation territoriales en recomposition.**

Rémi Le Fur.

Temporalités, n° 28, avril 2019. En ligne

► **La transition sociale-écologique : récit, institutions et politiques publiques.**

Éloi Laurent.

Cités, 2018/4, n° 76, p. 31-40.

► **Réflexions sur les conditions sociales de la transition écologique.**

Bernard Perret.

Cités, 2018/4, n° 76, p. 19-30.

► **Initiatives citoyennes et transition écologique : quels enjeux pour l'action publique ?**

Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Théma, juin 2017. 78 p.

► **L'approche territoriale du " développement durable ", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale.**

Jacques Theys.

Openedition, septembre 2002. En ligne

► **Le développement durable territorial : enjeux et perspectives.**

Bertrand Zuindeau.

Octobre 2002. 16 p.

► **La nature en ville : comment les pratiques aménagistes s'adaptent en continu. Etude à partir de cinq projets du Grand Ouest.**

Sabine El Moualy.

Thèse. Université Rennes 2, 2019. 561 p.

► **Spatialisation de la nature et ressourcement. Exemple de la ville de Nantes.**

Maxime Coutaud ; Mohamed Daly ; Anissa Kharbajou et al.

Les Cahiers Nantais, n° 2018-1 et 2, 2019. pp 57-76

► **Biodiversité, transition alimentaire et santé. Actes de colloque.**

Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB). Novembre 2018. 2018.

► **Le nouvel intérêt des villes intermédiaires pour les terres agricoles : actions foncières et relocalisation alimentaire.**

Adrien Baysse-Lainé, Coline Perrin ; Claire Delfosse.

Géocarrefour, 92/4, 2018. En ligne

► **Nature en ville : comment accélérer la dynamique ? Avis du Cese du 21 juillet 2018.**

Annabelle Jaeger.

Cese, juillet 2018. 90 p.

► **Ville et nature, vers une nouvelle alliance ?**

Lise Bourdeau-Lepage.

In : Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires. Toulouse, Erès, Coll. « Poche Sociétés urbaines et rurales », 2017, pp. 359-374

► **Nature(s) en ville.**

Lise Bourdeau-Lepage.

Métropolitiques, mars 2013. En ligne

► **Nature urbaine en débat : à quelle demande sociale répond la nature en ville ?**

Lise Bourdeau-Lepage ; Roland Vidal.

In : Nature et agriculture pour la ville. Les nouveaux désirs des citoyens s'imposent, Club Demetter, pp. 293-306, 2012.

► **Agriculture urbaine dans les écoquartiers.**

Cerema ; Exp'AU. Publ. mai 2019. 123 p.

► **Les agricultures urbaines : potentiel de développement et impacts sur l'environnement et l'aménagement des territoires.**

Julien Fosse.

La fabrique écologique, Décryptage, septembre 2018. 15 p.

► **L'agriculture urbaine, entre concept scientifique et modèle d'action. Une notion mise à l'épreuve par le jardinage et le sol urbains.**

Maud Chalmandrier ; Marine Canavese ; Yves Petit Berghem ; Elisabeth Rémy.

Géographie et cultures, n° 101. Publ. 2018. En ligne

► **Cultiver la ville. Outils et territoires d'une (re)conquête urbaine ?**

Florence Brondeau.

Géographie et cultures, n° 101, 2018. pp. 5 à 15.

► **Une agriculture urbaine à Paris – Eléments de réflexion en quelques chiffres.**

Apur - Yann-Franch Vauleon.

Note de l'Apur, n° 113, 2017. 8 p.

► **Villes et campagnes : rapports de production et d'exploitation.**

Nathalie Blanc.

Territoires 2040, n° 5, 2012. pp. 123-131

► **Les jardins partagés franciliens. Des territoires de transition environnementale.**

Kaduna Ève Demailly.

Géographie et cultures, n° 101, 2018. pp. 79-95.

► **Les jardins partagés pour dynamiser les quartiers et les territoires.**

CGET - Catherine Pilon.

En Bref, n° 18, mars 2016. 4 p.

► **Télécharger la bibliographie complète au format PDF**

Retrouvez également sur le site du CGET les dernières actualités consacrées à la transition écologique dans les territoires (enjeux écologiques, accompagnement des villes moyennes, ressources).



>> <https://www.cget.gouv.fr/thematiques/transition-ecologique>

Les autres thématiques du bulletin #248

Développement économique

► Concentration de l'emploi dans les établissements à l'échelle des intercommunalités.

AdCF.

Note de l'Adcf, n° 2, Publ. mai 2019. 6 p. Coll. Economies locales.

La présente publication constitue la deuxième note d'une série de dix visant à apporter des éléments d'éclairage sur le profil et le dynamisme des tissus productifs des communautés et métropoles françaises. Après l'analyse du degré de concentration/fragmentation du tissu d'entreprises à l'échelle des intercommunalités françaises, cette nouvelle note porte sur le degré de polarisation de l'emploi dans les différentes strates d'entreprises.

► Consulter également [les autres notes disponibles](#) sur le site de l'AdCF.

Développement territorial

► Airbnb et la gentrification touristique des villes.

Entretien avec Anne-Cécile Mermet.

Charlotte Ruggeri.

Urbanités, mai 2019. En ligne

Anne-Cécile Mermet est maîtresse de conférences au sein du laboratoire ENeC, Sorbonne Université. Elle travaille sur la gentrification commerciale, la gentrification touristique, l'impact d'Airbnb sur les marchés du logement, et plus largement l'impact des plateformes numériques d'intermédiation sur les territoires. Ses recherches se focalisent sur les espaces urbains centraux en Europe avec un intérêt particulier pour Reykjavík et les villes nordiques.

► Cet Airbnb dont on ne parle pas.

Dominique Andrieu, Julian Devaux, Nicolas Oppenchaim

Métropolitiques, 20 mai 2019. En ligne

Loin du déchaînement des passions que suscite la plateforme de locations dans les grandes métropoles, l'intérêt porté au développement d'Airbnb dans une région comme le Centre-Val de Loire montre également qu'au-delà des ressources économiques, sociales et symboliques qu'il procure aux hébergeurs, l'hébergement touristique relevant de l'économie collaborative peut contribuer, notamment au travers des échanges de dons et contre-dons qu'il suscite à l'échelle locale, à la revitalisation de certaines communes et constituer un atout pour ces territoires.

Egalité - Inégalité

► Inégalités et discriminations : panorama et enjeux.

Centre de ressources RésoVilles, avril 2019. 24 p.

Cette publication offre des clés de compréhension sur la réalité sociale française au prisme des inégalités et des discriminations, ainsi que sur les représentations de la justice sociale. La France est

un des pays les plus riches et les plus égalitaires au monde. Chacun y est libre en théorie d'assumer son identité, son orientation sexuelle, d'exercer une religion ou défendre ses convictions politiques. Pourtant, 60 % de la population française estime que la société est socialement injuste. Ce jugement coïncide-t-il avec la réalité ? Un panorama synthétique des inégalités en France permet de faire le point sur la situation : les inégalités de revenus augmentent depuis 20 ans, tandis que de nombreuses inégalités se cumulent aux dépens des mêmes catégories de la population. Tous les territoires ne sont pas concernés de la même façon. Au niveau national, la Bretagne et les Pays de la Loire sont les régions les plus égalitaires de France. Mais, au niveau local, les situations diffèrent d'un territoire à un autre, tandis que les quartiers politique de la ville regroupent près de la moitié des bas revenus. D'où proviennent ces inégalités ? Les inégalités sociales sont le résultat de mécanismes sociaux complexes, incluant des phénomènes de discriminations. Souvent employées, en particulier dans le débat public, les notions d'inégalités et de discriminations n'en restent pas moins sources de confusion. Les auteurs se sont attachés ici à les préciser, tout en montrant, illustrations à l'appui, qu'inégalités et discriminations s'entremêlent bien souvent.

► **Le bel avenir des inégalités.**

Nicolas Delalande.

Note de recension de l'ouvrage : *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances* par Branko Milanovic, (préf. de Thomas Piketty), éd. La Découverte. 2019.

La vie des idées, mai 2019, en ligne.

Que vaut la promesse d'égalité démocratique lorsque la situation matérielle des classes moyennes et populaires stagne ou régresse ? À travers une analyse implacable des inégalités mondiales, Branko Milanovic met en évidence la difficulté du combat pour la justice sociale au début du XXI^e siècle.

Fonds européens

► **Bilan du transfert aux régions de la gestion des fonds européens structurels et d'investissement. Rapport.**

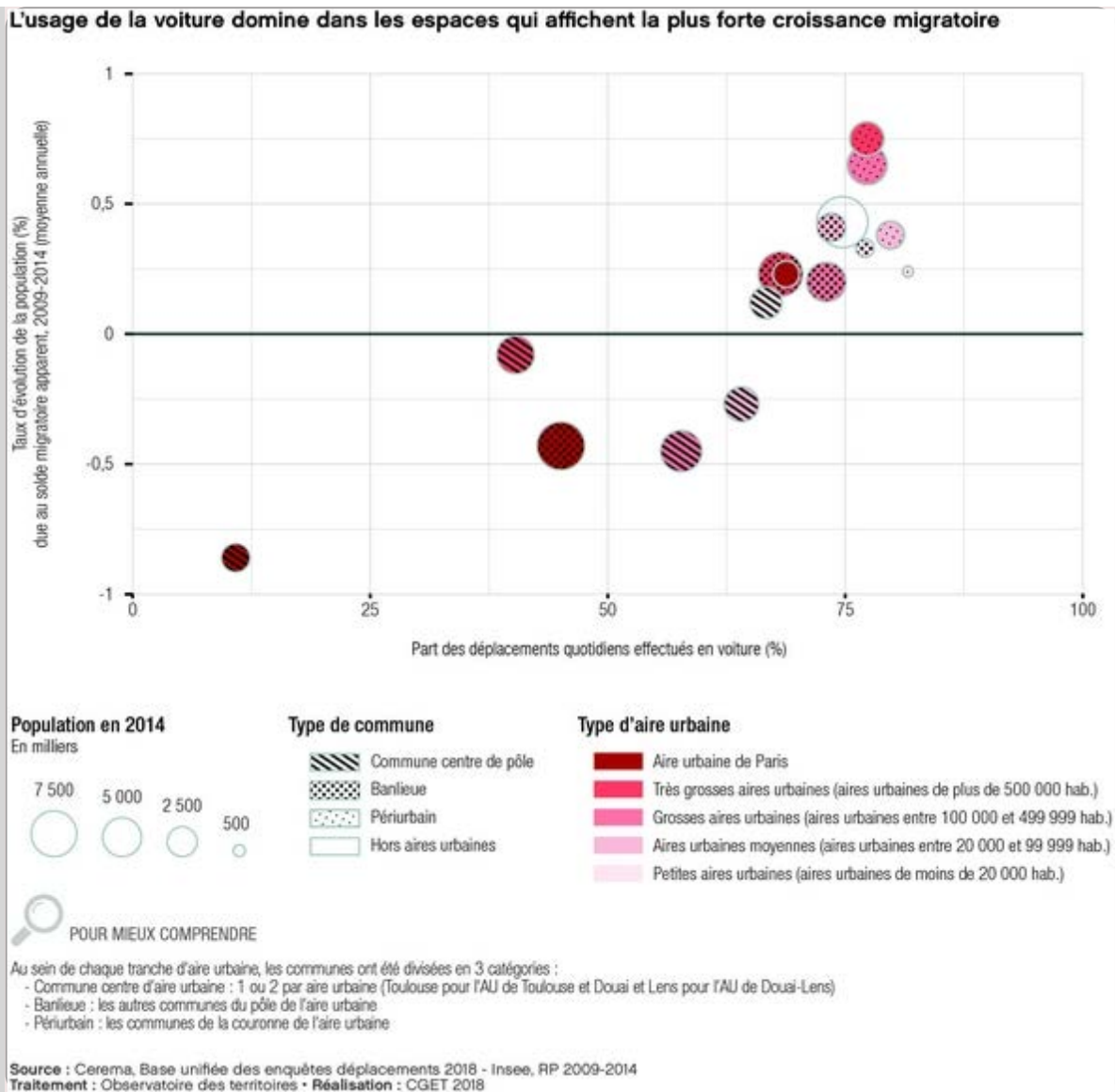
Cour des comptes, avril 2019 (publ. 22 mai 2019). 142 p.

À la demande de l'Assemblée nationale, la Cour des comptes a établi un bilan du transfert aux régions, annoncé en 2012, de la gestion des fonds européens structurels et d'investissement (FESI), à savoir le fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (Feamp), le fonds européen de développement régional (Feder) et le fonds social européen (FSE), qui représentent près de la moitié du budget de l'Union européenne. La mise œuvre de ce transfert s'est révélée plus complexe que prévu : celui du Feder a été concrétisé en quasi-totalité, mais le Feader et le Feamp restent, dans les faits, largement gérés par l'État. La gestion des FESI demeure par ailleurs complexe. La préparation de la programmation 2021-2027 des fonds européens doit permettre d'améliorer la coopération État-régions et de simplifier la gestion de ces fonds. La Cour formule sept recommandations en ce sens.

Mobilité

Un graphique, un focus

- **L'usage de la voiture domine dans les espaces qui affichent la plus forte croissance migratoire**



La mobilité est à n'en pas douter un des enjeux majeurs de la transition écologique dans les territoires. D'ailleurs, l'enquête réalisée par le CGET auprès des villes moyennes révèle que la dépendance à l'automobile constitue, selon les communes et les EPCI appartenant à cette catégorie, un des principaux freins à la conduite de la transition écologique et que cette dernière tend à se renforcer sous l'effet de la périurbanisation. Le dernier [rapport de l'Observatoire des territoires](#) montre en effet que les espaces où l'utilisation de la voiture dans les déplacements quotidiens est la plus fréquente sont aussi ceux qui affichent la plus forte croissance migratoire : il s'agit de la banlieue et du périurbain des aires urbaines de toutes tailles. Notons cependant que c'est effectivement l'espace périurbain des pôles urbains de taille moyenne qui affiche la plus forte dépendance à l'automobile : 80% des déplacements quotidiens y sont effectués en voiture, contre 65% dans les communes-centres de ces pôles.

► Aménagement et mobilité - Agir pour des agglomérations moyennes dynamiques. Restitution du colloque du 7 mars 2019 à Chalon-sur-Saône.

Cerema, mai 2019. En ligne

Cette journée d'échanges interrégionale (Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne- Franche-Comté) visait à promouvoir, au travers de bonnes pratiques locales, une mobilité durable dans les villes et agglomérations moyennes. Partager, échanger, débattre, autour de repères, de références, de pratiques : telle était le leitmotiv de cette journée destinée à enrichir les compétences collectives et conforter les dynamiques initiées sur les territoires. A noter, les présentations des intervenants sont

téléchargeables en version numériques.

► Offre ferroviaire en Europe et "petites lignes". La France peut mieux faire.

Florent Laroche ; Guillaume Monchalembert.

Transports, Infrastructures & Mobilités, n° 514, mars-avril 2019. pp. 52-54.

Alors que la question des petites lignes ferroviaires revient régulièrement dans l'actualité, il peut être intéressant de comparer la situation française à celle de ses voisins européens. L'étude qui suit propose d'analyser les offres ferroviaires en termes de fréquence et d'amplitude horaire dans six pays européens, dont la Suisse et les Pays-Bas, réputés pour leur grande densité de trafics, ainsi que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie pour leur proximité économique avec la France. Les résultats confirment que l'offre de la France est en retrait pour les «petites lignes». Une doctrine fondée sur des critères transparents et partagés pourrait y remédier.

Politique de la ville

► Analyse des quartiers de la politique de la ville à Paris - Evaluation à mi-parcours du contrat de ville de Paris 2015-2020. Synthèse des travaux.

Apur, mai 2019. 12 p.

Mettre à jour l'état des lieux des QPV, remobiliser l'ensemble des partenaires signataires du contrat, orienter les interventions sur les problématiques les plus essentielles, se donner les moyens à l'issue du contrat de mesurer les avancées en y associant les habitants : tels sont les objectifs de l'évaluation du contrat de ville 2015-2020 de Paris par l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR). L'évaluation, prévue par la loi, comprend une étape à mi-parcours et une étape en fin de contrat.

Santé

► La santé face aux fractures sociales et territoriales.

Laure Millet.

Institut Montaigne, BLOG, 20 Mai 2019. En ligne

Dans le cadre de son enquête [La France en morceaux : Baromètre des Territoires 2019](#), l'Institut Montaigne, en partenariat avec l'institut de sondage Elabe, a pu étudier avec précision les fractures territoriales et sociales françaises en matière de santé. Ces fractures se cumulent et tracent une démarcation nette entre les Français qui se soignent et ceux qui "essaient" de se soigner.

► Quelle santé dans les territoires en 2030 ?

Horizons Publics, Hors-série printemps 2019. 64 p.

L'État restera-t-il le garant et le gestionnaire de la santé des Français ? Les spécificités territoriales seront-elles davantage prises en compte pour définir les politiques publiques en matière de santé ? Quelle place occuperont les géants du numérique dans notre système de santé ? Ce hors-série d'*Horizons publics* prolonge les débats et les réflexions engagées lors de la deuxième édition du Forum Santé et Avenir (FSA, avec le quotidien Sud Ouest), qui s'est déroulée à Bordeaux (7-8 février 2019). Réalisé en partenariat avec le think tank Stratégie Innovations Santé animé par Solange Ménival et Roland Michel, ce numéro offre un éclairage prospectif inédit sur les enjeux de la santé à l'horizon 2030. Trois scénarios prospectifs incitent les acteurs de la santé (médecins, hôpitaux, patients, infirmiers, autorités régionales et nationales de santé, Assurance maladie, Mutualité française, etc.) à réfléchir à l'avenir de la santé en France. Avec une tendance de fond : la transformation du système de santé ne pourra se faire qu'en faisant confiance à l'intelligence des territoires.

Sociologie urbaine

► **D'une ville à l'autre. La comparaison internationale en sociologie urbaine.**

Jean-Yves Authier ; Vincent Baggioni ; Bruno Cousin et al.

Ed. La Découverte, Coll. « Recherches », 2019, 270 p.

Cet ouvrage est issu pour l'essentiel des échanges et débats qui se sont tenus à Lille lors de la Première Biennale de la sociologie de l'urbain et des territoires, organisée par le réseau éponyme de l'Association française de sociologie. La question des enjeux, avantages et difficultés de la méthode comparatiste, et plus spécifiquement de la comparaison internationale, avait alors été choisie comme thème de la manifestation pour plusieurs raisons. Ce sont ces mêmes raisons qui motivent aujourd'hui la parution d'un ouvrage dans lequel des sociologues urbains « français », c'est-à-dire travaillant ou ayant travaillé en France et à la fois sur des villes françaises et étrangères, s'interrogent sur leurs rapports à la démarche comparative et sur les façons dont celle-ci peut informer et nourrir les controverses scientifiques comme, plus largement, les débats publics.

Urbain

► **Vitality of smaller cities. A priority for the european union ? Actes de colloque.**

Urbact. 20 mai 2019. 26 p. (en anglais)

Analyse des enjeux politiques pour les petites villes d'Europe et de la manière dont ils peuvent être traités dans le programme urbain pour l'UE ainsi que dans les futurs programmes de cohésion de l'UE tels qu'Urbact. Aux débats : comment l'accent mis sur la revitalisation du commerce de détail augmente-t-il le potentiel de création d'emplois et de développement des compétences ? Comment les commerçants peuvent-ils participer à la gouvernance efficace du centre-ville ?

► **Qu'est-ce qu'une ville moche ?**

Eric Chauvier ; David Mangin ; Olivier Razemon.

France Culture - Du grain à moudre, mai 2019. 39 mn

Paris serait "très moche", Niort "l'une des villes les plus laides" qui soit et Guéret "une ville quasi-morte" où "il y a des ploucs, des viocs, des bovins en surnombre". En périphérie, les zones commerciales sont aussi très critiquées. Mais, à vrai dire, sur quels critères peut-on juger une ville belle ou laide ?

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

